

**M. Mackasey:** On a beaucoup parlé de la législature actuelle. La législature n'est pas seulement le gouvernement, elle n'est pas seulement les membres du parti au pouvoir. La législature, c'est tous les députés. Dans sa motion, l'opposition laisse entendre que la législature est inefficace. Elle doit se rendre compte que c'est elle plus que toute autre chose ces deux dernières années qui a causé ce qu'elle appelle l'inefficacité de la législature.

Il suffit de voir comment l'opposition a traité la Commission de lutte contre l'inflation. Au cours des deux mois qui ont suivi l'établissement de la Commission, l'opposition a reproché aux libéraux d'avoir volé leur programme électoral. Puis, elle nous a critiqué régulièrement lorsque nous l'avons mis en œuvre et qu'il a été efficace. Ce programme fait baisser l'inflation au Canada, comme nous l'avions prévu. Quelle sorte de collaboration l'opposition nous donne-t-elle? Quand elle a cru que ce serait une plateforme électorale, elle a voulu en faire une loi. Maintenant elle veut la rejeter parce qu'elle la croit impopulaire. Eh bien, elle n'est pas impopulaire car le gouvernement fait preuve d'initiative comme le souhaite le peuple canadien.

Nous avons un bon premier ministre (M. Trudeau), un chef qui se présente presque chaque jour à la Chambre en dépit de ses fonctions de chef du gouvernement, un chef qui ne se défile pas devant ses responsabilités.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mackasey:** Il se lève pour répondre aux questions. Que la réponse soit populaire ou impopulaire, il faut dire une chose; il donne ce que le peuple canadien souhaite à ce moment crucial de notre histoire, du leadership.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mackasey:** Quand le premier ministre affirme que les contrôles et l'austérité resteront en place jusqu'à ce que l'inflation soit maîtrisée, il ne veut dire rien d'autre.

Vous savez monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'humeur partisane aujourd'hui. Cependant, depuis le début du débat il y a une couple d'heures, l'opposition officielle s'est montrée comme l'amie des fonctionnaires. Cependant, après qu'un syndicat déclenche une grève légale, elle est la première à exiger qu'on lui enlève ce droit. Chaque fois qu'un syndicat se met en grève, l'opposition officielle réclame que ce doit soit enlevé aux fonctionnaires canadiens, car cela pourrait causer certains inconvénients à quelques personnes. Ils considèrent tout comme une crise nationale. Si on interrogeait les députés de l'opposition ce soir, ils diraient qu'à la première occasion, ils retireraient aux fonctionnaires non seulement le droit de grève, mais même le droit de se syndiquer sans qu'il soit question de droit de grève. Ils pensent ainsi depuis 25 ans.

J'ai 52,000 fonctionnaires dans mon petit ministère. J'ai été ministre depuis 8 ans. On m'a soumis un seul cas de discrimination. J'ai conclu que le fonctionnaire en question avait raison, et pris une décision en conséquence, et l'intéressé a reçu l'indemnisation financière à laquelle je croyais qu'il avait droit. Nous, du gouvernement, comprenons pareille situation.

Je me mets parfois un peu en colère et je dis que nous avons trop d'anciens fonctionnaires au cabinet. Je le dis souvent en plaisantant.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mackasey:** Voyez la réaction. Je l'ai fait exprès. J'ai dit que les fonctionnaires n'avaient pas la chance de poser

### Responsabilité ministérielle

leur candidature et de devenir ministres. Vous avez entendu les applaudissements? Sans s'en rendre compte, les députés d'en face sont tombés dans le piège. Ce qu'ils ont dit en applaudissant, et ce sera consigné au compte rendu, c'est que les fonctionnaires ne devraient pas avoir le droit de se présenter comme candidats et, encore moins, d'avoir le droit de devenir ministres.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mackasey:** Pourquoi avez-vous applaudi? Les oppositionnels disent que les fonctionnaires ne devraient pas avoir le droit de poser leur candidature ni de devenir ministres, ni de s'organiser ni de faire la grève. Quelle est leur position? C'est évident et je vous dirai dans un instant ce qu'elle est?

• (1750)

**M. Ellis:** Puis-je demander au ministre s'il répondra maintenant, ou avant de terminer son discours, à une question?

**M. Mackasey:** Immédiatement.

**M. Ellis:** Merci. Je lui demande s'il est prêt, en raison de sa grande bienveillance envers tous les fonctionnaires, à convaincre le ministre de la Défense nationale (M. Richardson), de permettre aux parlementaires d'aller frapper à la porte des membres des forces armées pour faire campagne pendant les élections, ce qui leur est actuellement interdit.

**Une voix:** Pas du tout.

**M. Mackasey:** Je dois considérer le député comme unique parmi les conservateurs, parce qu'il se désolidarise encore une fois de la politique de son parti. Ses tendances de gauche sont si extrêmes qu'il ne veut pas tenir compte du fait que l'armée se trouve dans une position unique elle aussi en raison de la discipline qu'elle exige et du rôle spécial qu'elle joue dans une démocratie. Quand ils entrent dans l'armée, les militaires doivent accepter certaines disciplines, comme d'ailleurs les membres d'autres corps de police, y compris la GRC. Ces contraintes sont censées être compensées par certains avantages et c'est effectivement le cas. Soit dit en passant, l'Armée canadienne n'a jamais eu de meilleur ami que l'actuel ministre de la Défense nationale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mackasey:** Lorsque le cabinet sera saisi des modifications à la loi sur les relations de travail dans la fonction publique, je veillerai à transmettre les instances du député concernant les membres des Forces armées dans l'espoir que d'ici là, il aura réussi à convaincre son caucus que c'est la position officielle du parti conservateur.

La motion à l'étude, présentée si tard dans la session, est vraiment un indice du manque d'idées du parti d'en face. Il s'agit de deux motions réunies en une seule et, bien sûr, comme je l'ai indiqué, je soupçonne, d'après le ton du débat jusqu'ici, que l'opposition, dans le souci soudain qu'elle se fait pour la fonction publique, voit d'un œil inquiet l'élection complémentaire dans Ottawa-Carleton, puisque, d'après les apparences, il semble qu'elle perdra la lutte dont elle croyait il y a un mois, comme on dit dans le langage populaire, qu'elle était dans le sac. Ils commencent à craindre qu'Ottawa-Carleton reste fidèle au parti libéral, comme il l'est depuis si longtemps.